

Français, êtes-vous encore capables de défendre vos territoires et votre identité ?



Nous avons eu le plaisir de croiser Jean Messiha, infatigable patriote qui clame son amour de la France, lui qui est né de l'autre côté de la Méditerranée. L'occasion, 6 mois après l'élection présidentielle, de faire le point avec celui qui fut un des premiers à rejoindre Éric Zemmour et à défendre avec talent sa candidature.

Pour défendre mes idées, je suis plus utile dans les médias que dans un parti politique

Riposte Laïque : Vous avez été très actif lors de la campagne d'Éric Zemmour, puis, quelque temps après, vous avez annoncé quitter Reconquête, tout en conservant votre amitié avec Éric Zemmour, avec lequel vous affirmez n'avoir aucun désaccord politique. Pouvez-vous expliquer ce choix, qui a surpris nombre de vos amis ?

Jean Messiha : La force de mes convictions n'a d'équivalent que ma fidélité à les défendre. Éric Zemmour est un ami de très longue date, bien avant son engagement en politique. Et je suis tout aussi fidèle en amitié qu'à mes convictions. Voilà pour les permanences qui dépassent, souvent en les sublimant, les vicissitudes de la vie et de la vie politique en particulier. J'avais une place dans le paysage politico-médiatique français depuis 2015 et même après mon départ du RN. La réalité est que j'existe par moi-même, par ce que je suis et par ce que je dis. Jean Messiha est désormais identifié en son nom et non par son étiquette partisane.

J'ai participé à la campagne d'Éric Zemmour parce qu'il représente à mes yeux le meilleur candidat du camp national. Les Français en ont décidé largement autrement. Dont acte. Avoir tort électoralement quand on a raison politiquement n'est qu'une affaire de temps. Pour hâter l'aube du retour de la France que nous aimons, j'ai pensé que je pouvais être au moins aussi utile au camp national, voire plus utile, en portant les idées que je porte dans les médias et dans la vie publique plutôt que d'être le énième cadre d'un parti.



Quelques enseignements de cette séquence présidentielle et de la campagne Zemmour ?

Riposte Laïque : Certains jugent décevants, voire catastrophiques, les scores enregistrés par Éric Zemmour, aux présidentielles et encore davantage aux législatives. D'autres, surtout après les bons scores du RN et ses 89 députés, estiment que Reconquête n'a pas d'avenir. Quel est votre regard sur les résultats de ces dernières élections, sur la situation du camp patriote, et sur la division de ses deux principales composantes ?

Jean Messiha : Je pense que les résultats finaux d'Éric Zemmour ont souffert de l'effet « courbe en cloche ». Un début modeste dans les sondages puis une ascension continue au point que la porte du deuxième tour lui paraissait ouverte. Au final, une place de quatrième avec 7 % des voix. Si Éric était resté dans l'épure des 5-7 % qui lui était promise au démarrage de l'aventure, on aurait dit « pas mal pour une première fois ». Là, on se lamente ou on se félicite selon les cas. Soit on compare ce score avec le plus haut sondage enregistré, à savoir plus de 18 % et on en conclut à un véritable crash. Soit, on considère que pour un candidat tout

à fait novice en politique, faire plus de 7 % des voix à une élection présidentielle est une prouesse, surtout quand les candidats des deux partis qui ont gouverné la France depuis 40 ans sont en dessous du seuil fatidique des 5 %... Faut-il rappeler que le Front National faisait 0,74 % à son premier scrutin aux débuts des années 70 ?

On pourrait prendre exemple sur la route tracée par l'alter ego d'Éric Zemmour en Italie, quoique l'exemple italien et la très belle victoire de Giorgia Meloni ne puissent être dupliqués à l'identique en France. Le contexte socio-politique et les modes de scrutin sont, en effet, bien différents entre nos deux pays. Cela étant, qui aurait pu imaginer qu'en 2018, avec seulement 4,4 % des voix aux législatives, Meloni deviendrait en 2022 la première italienne présidente du Conseil au terme d'un grand succès électoral ? C'est d'autant plus extraordinaire que la même Meloni ne réalisait encore que 7 % aux élections européennes de 2019 !

Cette trajectoire ne fait que confirmer la permanence d'un truisme : tout est possible en politique. Le succès est souvent lié à la combinaison de circonstances favorables et des qualités intrinsèques des personnalités.

Mais il y a tout de même quelques enseignements à tirer de cette séquence présidentielle française et de la campagne d'Éric Zemmour. Ces enseignements sont d'ordre exogène d'une part, d'ordre endogène d'autre part.

Sur le plan exogène tout d'abord, on a beaucoup glosé sur l'impact de la guerre russo-ukrainienne sur notre campagne présidentielle. C'est sans doute vrai mais en partie seulement.

C'est, en effet, moins le déclenchement de cette guerre que le choix délibéré des médias français d'y consacrer la quasi-totalité de leurs heures d'antenne pendant des semaines qui a pu influencer le vote des Français. Cette stratégie médiatique a, de fait, contribué à « écraser » en quelques sortes le scrutin. Aux abois depuis des années déjà, le système

médiatico-politique gauchiste-« progressiste » cherche à saisir toutes les occasions pour faire diversion et empêcher les Français de débattre de leur mort programmée en tant que peuple et en tant que nation.

À cet égard, l'épidémie de covid fut du pain bénit qui écrasa, en son temps, les élections municipales, en particulier pour les candidats du camp national. Le débat sur les origines de ce virus, en lien avec la consommation d'animaux exotiques, aura au contraire conforté le vote écologiste avec des victoires spectaculaires de leurs candidats dans plusieurs grandes villes dont Lyon et Bordeaux. Mais le débat identitaire et existentiel de la France fut enterré. Il ne s'agit évidemment pas de nier, d'aucune manière, la propagation d'un virus qui a fait des millions de morts à travers le monde. Millions de morts dont l'écrasante majorité était, il faut le rappeler, des personnes vulnérables en raison de leur âge ou de leurs comorbidités, qu'il fallait donc protéger en priorité. Rien ne justifiait a priori cette politique eschatologique et cette peur quasi millénariste engendrée et entretenue par le pouvoir macroniste et ses médias qui a abouti à l'enfermement de 67 millions de Français pendant deux mois ! Médias et pouvoir qui, soit dit en passant, vous expliquent en parallèle qu'il est impossible de virer les clandestins qui nous pourrissent la vie.

Le covid comme la guerre en Ukraine ont été instrumentalisés par les médias

Le covid comme la guerre en Ukraine, pour avoir été des réalités indiscutables, ont été savamment instrumentalisés par un système idéologique moribond, confronté chaque jour un peu plus à une réalité migratoire, sécuritaire et identitaire de plus en plus explosive. L'idéologie dominante utilise tous les moyens à sa disposition pour continuer à mettre la menace existentielle française sous le boisseau. Circulez donc, il n'y a rien à voir. Dans cette optique, la guerre d'Ukraine qui

éclata début février 2022 fut accueillie comme une divine surprise par des politiques et des médias qui, depuis des mois, étaient dans l'obligation de traiter massivement le triptyque identité/immigration/sécurité que Zemmour avait été le seul à placer au cœur de la campagne.

Cette surprise fut d'autant plus perçue comme une aubaine que, depuis le mois de novembre 2021, le système s'acharnait à imposer le pouvoir d'achat comme seule et unique préoccupation des Français. Une série de sondages où l'immigration et l'insécurité étaient traitées comme des questions séparées ont, en effet, artificiellement montré que le pouvoir d'achat était en tête. Ce fut le coup d'envoi d'une campagne totalement surréaliste où les Français, en attente d'un vrai débat sur l'avenir de leur pays et le Grand Remplacement, eurent droit à un débat exclusif sur le contenu de leur frigo. Et maintenant que celui-ci est vide par la faute de Macron, y a plus qu'à expliquer qu'on peut le débrancher sans risque pour faire des économies d'énergie. On est chez les zinzins.

Car à supposer même que le pouvoir d'achat était la priorité numéro un, pourquoi n'avoir pas laissé la moindre place aux priorités numéro deux et trois qui, pour le coup, étaient centrées sur l'insécurité et l'immigration ? En bon pouvoir anti-national, le macronisme s'est comporté en une sorte de néo-vichysme. Pendant que de Gaulle parlait de la France, Pétain et Vichy saturaient le cerveau des Français avec le ravitaillement. Pendant que Zemmour parlait de l'identité de la France, les suppôts de Macron hululaient sur les salaires et la vie chère. Et même la candidate qui, en principe, incarne le combat pour la France et son identité, s'est couchée devant ce diktat en ne parlant que du pouvoir d'achat et en oubliant sa raison d'être historique : la France et sa défense... Ce qui lui valut un nouveau débat désastreux dans l'entre-deux-tours de la présidentielle.

Rendez-vous compte : alors que la Providence lui octroya un tirage au sort favorable pour, non seulement, être la première

à parler mais surtout pour choisir le thème sur lequel elle souhaiter entamer le débat, Marine le Pen choisit le pouvoir d'achat et la fiscalité. Face à un inspecteur général des finances et ancien ministre de l'Économie... Erreur stratégique majeure qui précipita son naufrage. Il eut pourtant été si simple de commencer par l'insécurité, si vraiment elle ne voulait pas de l'immigration et de l'identité pour ne pas cliver. Le thème de l'insécurité était un thème consensuel dont une très grande majorité de Français souffre de près ou de loin, où, de surcroît, l'avantage et la crédibilité de la soi-disant candidate du camp national surclassaient de loin ceux de son adversaire...

Toutefois, cette analyse d'une défaite zemmourienne découlant de seuls facteurs exogènes souffre de contre-exemples spectaculaires. Ainsi en Suède il y a une semaine, la Première ministre sortante a été battue malgré l'intensification de la guerre d'Ukraine et des périls qui lui sont associés.

De même, en Grande-Bretagne, Boris Johnson a été viré par son propre parti alors qu'il était le champion européen de la cause ukrainienne. À l'opposé, Viktor Orbán a été triomphalement réélu malgré un positionnement très neutre sur cette question.

Cela nous pousse à rechercher un complément d'explication à cette défaite zemmourienne. Explications d'ordre endogène cette fois, c'est-à-dire en interne.

Il faut d'emblée observer que les deux candidats se déclarant ouvertement de droite, à savoir Éric Zemmour et Valérie Pécresse, ont fait à eux deux à peine 12 %. Un peu mieux aux législatives où le cumul Reconquête et Les Républicains fait un peu moins de 15 % des suffrages exprimés au 1er tour.

C'est peu dans les deux cas et c'est peut-être parce que l'estampille « droite » ne fait plus rêver.

Remettre le couvert sur Pétain et les Juifs était une erreur. Les peuples ont des totems. Pétain était un traître et un antisémite. Il n'y a rien à ajouter tout du moins du point de

vue politique. Les historiens font ce qu'ils veulent. L'égalité homme-femme facilitée par la parité et les quotas est certes contraire à la tradition méritocratique française. Mais elle correspond à l'aspiration de la majorité des Français et de l'écrasante majorité des Françaises. Remettre cela en cause était politiquement handicapant. Dire qu'avec un appartement à Paris valant 1,3 million d'euros « on n'est pas riche » est vrai pour les Parisiens ; mais pour l'immense majorité des Français, c'est un joli patrimoine. Présenter les choses ainsi était maladroit. Le climato-scepticisme n'a pas bonne cote en France. Les « prénoms », « Poutine », puis « les réfugiés ukrainiens »... Les polémiques se sont enchaînées.

Le système a diabolisé Zemmour, qui n'a pas su éviter quelques pièges

Pour finir, le résultat de l'élection présidentielle fut le fruit d'une sorte de mécano à roues crantées : le système a diabolisé Zemmour qui de son côté n'a pas su éviter les pièges. La montée spectaculaire de Mélenchon dans les dernières semaines de campagne a actionné un vote utile en faveur de Marine le Pen qui, du coup a réussi à se qualifier pour le second tour, à la grande satisfaction de l'idéologie dominante qui a toujours vu en Marine le Pen l'adversaire idéale lui permettant de se perpétuer. Une fois au second tour, il n'y avait plus aucun doute sur la réélection d'Emmanuel Macron, ce qui fut fait.

Mais Éric Zemmour a tout à fait raison de dire que le fait d'avoir eu tort électoralement ne signifie pas qu'il ait eu tort tout court. Il est celui qui a le mieux théorisé, structuré, popularisé et défendu cette cause fondamentale, que dis-je, vitale, qu'est l'identité française.

Mais la réflexion profonde que je me suis faite au terme de ces élections est que le combat identitaire est déjà si dur, si clivant, si brutal et en même temps si vital, qu'il ne faut

pas le compliquer en ouvrant d'autres fronts avec des offensives perçues, même injustement, comme « réactionnaires ». Qu'elles portent sur les femmes, sur l'Histoire, sur l'argent ou encore sur la façon dont on appelle ses enfants, ces polémiques ne font que compliquer le combat déjà homérique pour que vive la France. Le monde politique est, sur ce point, assez proche du monde militaire : il faut savoir y choisir ses batailles.

Pour finir je crois que la victoire du camp national repose sur ce que j'appelle Le Rassemblement Républicain pour la Reconquête.

Il n'y a pas de victoire possible sans le formidable socle populaire constitué par le Rassemblement National. Il n'y a pas non plus de victoire possible sans l'expérience de gouvernement, l'expertise et l'ancrage local qu'apportent Les Républicains. Et il n'y a, enfin, pas de victoire possible sans la colonne vertébrale idéologique que représente Reconquête.

Voilà le grand défi qui nous attend : parvenir non pas à nous retrouver mais à nous trouver. D'autres l'ont fait ailleurs et avec les retentissants succès que nous connaissons : en Suède, en Italie, en Espagne en Autriche, l'union a fait la force. Et la force a fait la victoire. Alors pourquoi pas nous ? Pourquoi pas ici ?

Quatre mesures efficaces pour renvoyer chez eux les illégaux

Riposte Laïque : Vous avez souvent affirmé, lors de différentes interventions, la nécessité de renvoyer chez eux ceux qui n'ont rien à faire en France. Éric Zemmour lui-même a évoqué, durant sa campagne, la perspective d'un ministère de la Remigration. Que répondez-vous à ceux qui expliquent que c'est impossible d'expulser les délinquants étrangers, les clandestins, les chômeurs étrangers, les islamistes et tous ceux dont la France ne veut plus ?

Jean Messiha : Je ne veux pas sous-estimer la difficulté de renvoyer les étrangers considérés comme indésirables, soient parce qu'ils ne font rien, soient parce qu'ils font du tort, soit les deux.

Comme je l'ai dit à plusieurs reprises il n'y a aucune solution à constitution, à traités et à législation constants. Si nous ne révisons pas la Constitution, si nous ne quittons pas la CEDH, si nous n'obtenons pas de l'UE la pleine souveraineté sur notre politique migratoire extra-européenne et enfin si nous ne retirons pas aux juges une grande partie de leurs compétences sur la gestion de l'immigration, je ne vois pas d'issue. Sauf à remettre en permanence un sparadrap sur une jambe de bois.

Ensuite il reste le problème fondamental de la non-coopération des États d'origine. La sanction par les visas ne suffira pas car l'opinion publique des pays de départ est largement favorable aux migrants et très défavorable à toute coopération en vue de leur renvoi par leur gouvernement.

L'aide au développement doit être mise en jeu, de même que le commerce et les investissements avec les principaux pays d'origine. « Vous ne voulez pas reprendre vos illégaux, vous n'exporterez plus chez nous et nous n'investirons plus chez vous ». Cela aura un fort impact sur la plupart d'entre eux sauf l'Algérie qui peut vendre son gaz où elle veut et préférera toujours la confrontation avec la France que la coopération.

La concernant il faudra parvenir à un accord coûteux mais nécessaire avec un pays limitrophe où nous pourrions expulser les Algériens avant que les autorités locales les mettent dans des bus en direction de la frontière algérienne.

Mais il faut toujours préférer la dissuasion à la répression. Quatre mesures permettraient de rendre la France *terra non grata* pour les illégaux.

Mobiliser nos troupes aux frontières et en particulier dans les Alpes et les Pyrénées afin de bloquer les chemins de l'invasion ;

Abolir la circulaire Valls accordant la régularisation aux clandestins et promulgation d'une loi empêchant toute régularisation de sans-papiers ;

Internement systématique et sans limite de temps dans les CRA jusqu'à son éloignement pour un clandestin qui n'aurait pas respecté son OQTF. Cela nécessiterait la création de plusieurs milliers de places de CRA ;

Forte aggravation des sanctions financières et pénales pour les employeurs de sans-papiers et pour tous ceux aidant leur entrée et leur maintien sur le sol national.

Bloqués aux frontières en amont, empêchés de trouver un emploi, incapables d'être régularisés et potentiellement enfermés pendant des mois voire des années : la grande majorité des migrants sortira la France de sa liste des pays de prédilection.

Après tout, Algériens et les Marocains expulsent sans scrupules les migrants sub-sahariens en les refoulant dans le désert avec une demi-bouteille d'eau et cela, avec l'approbation quasi unanime de leurs peuples. Comment se fait-il que nous, Français, nous ne puissions pas expulser par avion, dans d'excellentes conditions de sécurité et, comble du luxe, avec une aide au retour, des migrants illégaux maghrébins et africains ?

À cet argument les gauchos-« progressistes » ont toujours la même réponse : la France, disent-ils, n'est ni l'Algérie ni le Maroc. Ces sinistres frelampiers ne se rendent pas compte de la monstruosité qu'une telle réponse représente dans leur propre logiciel idéologique. Une telle réponse est en réalité extrêmement raciste. Car que disent-ils au fond ? Que les Algériens et les Marocains ne nous valent pas en termes d'humanisme ? Mais quel mépris ! Et à supposer qu'ils aient raison, pourquoi alors accueillir chez nous des peuples entiers qui applaudissent quand leurs gouvernements respectifs chassent comme des chiens des crève-la-faim africains ? Encore un enrichissement culturel peut-être ?

L'exemple de la Zad des Landes : comment quelques crasseux ont fait reculer l'appareil d'État...

Riposte Laïque : Vous avez, sur un plateau de télévision, tenu des propos que certains qualifieront de provocateurs, expliquant qu'à Callac, les seules nouvelles constructions qu'il y aurait seraient une CAF et une gendarmerie. Comment réagissez-vous à ce projet, et surtout à la volonté de Macron d'imposer, par la loi, ce qu'il appelle la transition démographique dans nos campagnes ?

Jean Messiha : Cette politique de dissémination des migrants dans toute la France n'est pas du tout nouvelle. Mais c'est la première fois qu'elle est publiquement annoncée par le plus haut niveau de l'État. Jusqu'à la fin des années 80, l'immigration était surtout l'affaire des grandes villes françaises comme Paris, Lyon, Marseille... Puis à partir des années 90, on a décidé d'encourager les villes moyennes à accueillir des immigrés sans cesse plus nombreux. C'est en particulier le cas de villes comme Nantes dont on parle beaucoup depuis plusieurs jours. Après les grandes villes, ce sont alors les villes moyennes, jadis tranquilles bourgades où il faisait bon vivre, que le système anti-national a racaillisé : l'arrivée massive de migrants a fait exploser les taux de criminalité et de délinquance, transformant les centres de villes comme Nantes ou Rennes en véritables coupe-gorges.

Loin de tirer les enseignements de ce que l'on pourrait appeler de premier échelon de la répartition, c'est-à-dire des grandes villes vers les villes moyennes, le pouvoir anti-national veut l'étendre aux petites villes et aux petits villages de la ruralité. Vous avez aimé l'enracaillement des villes moyennes par le déversement des migrants en provenance des grandes villes ? Vous allez adorer l'enracaillement des petites villes par le déversement des migrants en provenance

des grandes et des moyennes...

Une furie destructrice de la France et une tentative d'homicide délibérée et acharnée du peuple français que rien ne semble pouvoir arrêter. Car à côté de ce remplacement populationnel forcé, le remplacement démographique se poursuit. En prenant les derniers chiffres de l'INSEE et même ceux de l'INED, il apparaît que 40 % des enfants de 0 à 4 ans sont d'origine immigrée. Ce remplacement par un ciseau à double lame, celle de l'invasion et celle des naissances enclenche un compte à rebours mortifère qui, s'il n'est pas stoppé net, entraînera de manière certaine la disparition pure et simple de notre pays tel qu'il a existé.

En lisant votre question, m'est revenu à l'esprit un épisode important de la vie politique française. La ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Quelques milliers de chevelus à catapultes, crasseux et coiffés avec des os de poulet, ont réussi à faire plier tout l'appareil d'État, depuis le gouvernement jusqu'au département et la mairie de Nantes. Rappelons que les habitants de Loire-Atlantique avait été consultés par référendum et qu'ils avaient donné leur accord pour la construction de l'aéroport.

Des hippies plus ou moins schnouffés ont fait capoter un grand projet d'infrastructures déclaré d'intérêt public pour toute une région. Au nom de quoi ? De la protection... des tritons crêtés, une salamandre d'environ 15 cm. Répétons-le : on a fait capoter l'État et les corps constitués pour protéger un lézard.

Et là on parle de la capacité à faire plier l'État et les corps constitués pour empêcher la destruction de l'identité, de l'européanité, de la tranquillité de milliers de villages de France.

Alors la question qui se pose directement aux Français aujourd'hui est simple : êtes-vous capables de défendre vos territoires et votre identité ? Êtes-vous capables de défendre votre droit à rester ce que vous êtes chez vous ? Ou bien

avez-vous moins de détermination que les Zadistes de NDDL ? Si votre résistance à la disparition s'est émoussée, si vous vous couchez devant les oukases diversitaires et immigrationnistes de vos élites, alors ne venez pas vous plaindre dans les sondages de ne plus vous sentir chez vous. À la différence des soldats ukrainiens ou des femmes iraniennes, vous ne risquez pas de prendre un obus ou une balle mais au pire un peu de gaz lacrymo et les lazzis des gauchos rassemblés pour soutenir la colonisation de vos territoires par des envahisseurs d'Afrique noire, du Maghreb ou du Moyen-Orient.

Un peuple qui n'est plus capable de se battre, même politiquement, pour sa terre, mérite-t-il de la garder ?

Une fois au pouvoir, nous devons prendre des mesures fortes et imposer l'autorité de l'État

Riposte Laïque : Macron paraît vouloir jouer sur les peurs des Français, que cela soit sur la question sanitaire, climatique ou énergétique, pour imposer toujours davantage de contrôle social aux populations et de restrictions aux libertés démocratiques les plus fondamentales. Mais il n'a plus la majorité à l'Assemblée. François Asselineau l'a même accusé d'être en train de tuer ce qu'il reste de la France. Partagez-vous cette analyse, et comment voyez-vous la suite ?

Jean Messiha : J'ai dit en exergue à cet entretien ce que je pensais de la manière dont le système médiatico-politique qui nous gouverne instrumentalisait les différentes crises exogènes, que celles-ci soient sanitaires ou internationales. S'agissant de la crise du covid, nous avons effectivement connu un épisode de restrictions des libertés publiques. On rétorquera que ce fut transitoire et qu'aujourd'hui nous sommes revenus à une vie normale. Cette lecture pour le moins linéaire omet un élément de taille : entre-temps le président de la République fraîchement élu n'a obtenu qu'une majorité

relative à l'Assemblée nationale. A-t-on oublié que quelques semaines avant le second tour de l'élection présidentielle, il était encore question de réinstaurer le passe vaccinal dès le printemps après un nouveau vote de l'Assemblée ? D'où il vient que ces restrictions insupportables car disproportionnées ont été purement et simplement enterrées, c'est davantage en raison du changement de couleur politique de l'Assemblée nationale que d'une volonté politique de la majorité présidentielle qui nous les avait imposées ! D'où il vient aussi, et c'est capital, que la nature démocratique de notre régime n'a pas été structurellement entamée et que parler de dictature ou autres paraît totalement outrancier.

En revanche, là où l'on peut, en effet, parler de « dictature molle » c'est celle de la pensée. Pendant des années penser et parler différemment de la doxa quasi officielle sur l'identité nationale, l'immigration, l'islam, l'Europe, etc. vous valait le goulag social. C'est de moins en moins le cas en raison du choc du réel et de la persévérance de certaines personnalités politico-médiatiques qui, contre mauvais vents et fortes marées, ont continué le combat. Riposte Laïque en sait quelque chose et je pense avoir à mon modeste niveau été également de ceux-là. Quand vous entendez un Darmanin admettre le lien entre certaines immigrations et délinquance et un Bayrou dire qu'un peuple a droit à son identité, que de chemin parcouru !

Une fois au pouvoir, nous devons prendre des mesures fortes et imposer l'autorité de l'État dans le cadre de l'État de droit et vous verrez que nous serons alors confrontés au hululement d'une opposition radicale qui parlera de dictature et d'atteintes aux libertés.

Les Quatennens, Coquerel et Bayou n'ont que ce qu'ils méritent

Riposte Laïque : Que vous inspirent les différents épisodes de certains leaders de gauche, dont la vie privée, devenue

publique, défraie la chronique, notamment sur les plateaux de télévision ?

Jean Messiha : Pour reprendre les Évangiles, « qui creuse un trou pour son prochain finit par tomber dedans lui-même ; et de la mesure dont on use pour juger son prochain, il en sera jugé contre vous ». Ces gens de gauche qui se sont érigés depuis des décennies en souverains-pontifes du Bien, en ayatollahs rutilant de ce qu'il était permis de penser ou non, en pères d'une morale immorale basée sur l'inversion de toutes les valeurs qui ont fondé l'Occident, sont pris aujourd'hui dans le tourbillon nauséeux de leurs propres turpitudes. Ils sont jaugés et jugés selon les règles qu'ils ont instillées dans la vie publique et même privée de notre nation et qui aujourd'hui les clouent au pilori. Qui les pleurera ? Ils n'ont que ce qu'ils méritent, que ce soit les Coquerel, les Quatennens ou encore les Bayou. Ils ont mis le haro sur le mâle blanc de 50 ans en braillant avec des post-féministes hystériques. Y a qu'un malheur : ils ont oublié qu'ils étaient eux-mêmes des mâles blancs. Ils n'ont donc pas échappé à l'hallali sociétal qu'eux-mêmes avaient créé et soutenu.

Aujourd'hui l'Institut Apollon est plus important que jamais au camp national

Riposte Laïque : Vous êtes toujours le président de l'Institut Apollon. Pouvez-vous d'abord nous rappeler les objectifs de cette association que vous avez créée ? Quels sont vos prochains projets, et comment adhérer à Apollon ?

Jean Messiha : En novembre 2020, j'ai créé l'Institut Apollon en partant d'un double constat. Tout d'abord que le camp national, s'il a gagné la bataille des idées, n'a pas gagné la bataille de toutes les idées. En effet, si notre crédibilité et notre compétence sont désormais identifiées sur le triptyque insécurité/immigration/identité, il reste beaucoup à faire sur l'économie, l'Union européenne, la politique étrangère, la politique éducative, etc. On nous dit que Marine le Pen a beaucoup parlé de pouvoir d'achat. C'est vrai. Mais

elle a aussi perdu l'élection présidentielle sur le pouvoir d'achat. Ce qui prouve que son matraquage sur cette thématique n'a pas convaincu les Français sur ses compétences à y apporter une réponse crédible. L'Institut Apollon a donc pour but d'élargir la crédibilité du camp national sur l'ensemble des problématiques du spectre programmatique.

Pour ce faire, et c'est le deuxième objectif de mon Institut, il faut identifier les compétences et les talents afférents. Dès sa création, l'Institut Apollon a suscité un vif intérêt. Nous avons recueilli un nombre impressionnant de CV, nous avons sélectionné des profils très intéressants de personnes souhaitant aider à la reconstruction de la France. Nous avons constitué une dizaine de groupes de travail, ce qui nous a aussi permis de repérer des cadres en nombre dans la perspective de l'exercice du pouvoir.

Lorsque démarra la campagne présidentielle, les membres de l'Institut Apollon ont été préemptés par différents candidats du camp national ; à Reconquête par exemple, nombre de contributeurs au programme présidentiel, nombre de cadres locaux et de candidats aux élections législatives sont passés par l'Institut Apollon qui les a proposés.

Aujourd'hui l'Institut Apollon est plus important que jamais au camp national. Il faut continuer à travailler le terrain médiatique, le terrain des idées car sans une victoire nette des idées, il n'y aura point de victoire électorale. Le système que nous combattons reste d'autant plus puissant et hargneux qu'il est en perte de vitesse. Mais il ne nous fera pas de cadeaux et ne capitulera jamais de lui-même. La bataille à mener est une guerre tous azimuts, sans répit et sans repos, pour terrasser cette bête immonde antinationale.

Pour cela nous avons besoin de tous les Français. Je les encourage à nous rejoindre, en adhérant à l'Institut Apollon afin de nous doter des moyens nous permettant de mener cette guerre dans les meilleures conditions possibles.

Vous pouvez adhérer en ligne en vous rendant sur la page suivante :

<https://www.institutapollon.com/adhesion>

Propos recueillis par Pierre Cassen